

Document

Quelle place pour la Russie au Proche-Orient ?

(par Thierry Meyssan - <http://www.voltairenet.org>)

28.07.10

Happée par le conflit qui fait rage entre son président et son Premier ministre, la Russie est en train de laisser passer une chance historique de se déployer au Proche-Orient. Les élites russes n'ont pas su élaborer de stratégie dans cette région lorsqu'elles en avaient la possibilité et ne sont plus en mesure de la définir aujourd'hui. Pour Thierry Meyssan, Moscou est paralysé : il ne parvient pas à tirer pleinement parti de l'échec du « remodelage » états-unien, ni à répondre aux attentes que Vladimir Poutine a suscitées.

L'échec israélien face à la Résistance libanaise, à l'été 2006, a marqué la fin de l'hégémonie états-unienne au Proche-Orient. En quatre ans, la donne militaire, économique et diplomatique de la région a été entièrement renouvelée. Dans la période actuelle, le triangle Turquie-Syrie-Iran s'affirme comme leader, tandis que la Chine et la Russie étendent leur influence au fur et à mesure du retrait US. Cependant Moscou hésite à saisir toutes les opportunités qui s'offrent à lui d'abord parce que le Proche-Orient n'est pas sa priorité, ensuite parce qu'il n'y a pas de projet consensuel des élites russes pour cette région, et enfin parce que les conflits du Proche-Orient renvoient la Russie à des problèmes internes non résolus. Etat des lieux :

2001-2006 et le mythe du remodelage du « Proche-Orient élargi »

L'administration Bush avait su rassembler autour d'un projet grandiose le lobby pétrolier, le complexe militaro-industriel et le mouvement sioniste : dominer les champs pétroliers de la mer Caspienne à la Corne de l'Afrique en redessinant la carte politique sur la base de petits ethno-Etats. Délimitée non en fonction de sa population mais des richesses de son sous-sol, la zone a d'abord été nommée « Croissant de crise » par l'universitaire Bernard Lewis, puis a été désignée comme « Proche-Orient élargi » (*Greater Middle East*) par George W. Bush.

Washington n'a pas lésiné sur les moyens pour la « remodeler ». Des sommes gigantesques ont été englouties pour corrompre les élites locales afin qu'elles renoncent à leurs intérêts nationaux au profit d'intérêts personnels dans une économie globalisée. Surtout, une armada titanesque a été transportée en Afghanistan et en Irak pour prendre en tenaille l'Iran, principal acteur de la région à tenir tête à l'Empire. Déjà les projets cartographiés de l'état-major états-unien circulaient. On y voyait tous les Etats de la région, y compris les alliés de Washington, dépecés en multiples émirats, incapables de se défendre. Tandis que la Maison-Blanche imposait à l'Irak vaincu une partition en trois Etats fédérés (un kurde, un sunnite et un chiite).

Alors que rien ne semblait pouvoir arrêter ce processus de domination, le Pentagone confia à Israël le soin de détruire les fronts secondaires avant l'attaque de l'Iran. Il s'agissait d'éradiquer le Hezbollah libanais et de renverser le gouvernement syrien. Las ! Après avoir écrasé un tiers du Liban sous un tapis de bombes sans équivalent depuis la guerre du Vietnam, Israël était contraint de se retirer sans avoir atteint un seul de ses objectifs. Cette défaite a marqué le renversement du rapport de force.

Dans les mois qui suivirent, les généraux états-unien se révoltèrent contre la Maison-Blanche. Ils ne maîtrisaient toujours pas la situation en Irak et anticipaient avec effroi les difficultés d'une guerre contre un Etat bien armé et organisé, l'Iran, sur fond d'embrassement régional. Unis autour de l'amiral William Fallon et du vieux général Brent Scowcroft, ils firent alliance avec des politiciens réalistes qui s'opposaient à ce dangereux sur-déploiement militaire. Tous utilisèrent la Commission Baker-Hamilton pour influencer l'électorat états-unien jusqu'à renverser le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld et à imposer un des leurs pour lui succéder : Robert Gates. Par la suite, les mêmes personnalités hissèrent Barack Obama à la Maison-Blanche, pourvu qu'il conserve Robert Gates au Pentagone.

En réalité, l'état-major US n'a pas de stratégie de rechange après l'échec du « remodelage ». Il se préoccupe exclusivement de stabiliser ses positions. Les GI's se sont retirés des grandes villes irakiennes et se sont repliés dans leurs bases. Ils ont laissé la gestion du pays aux Israéliens dans la partie kurde, aux Iraniens dans les parties arabes. Le département d'Etat a cessé ses cadeaux somptueux aux dirigeants de la région et semble de plus en plus avare en ces temps de crise économique. Les obligés d'hier se cherchent de nouveaux maîtres qui les nourrissent.

Seul Tel-Aviv pense que le repli états-unien n'est qu'une éclipse, et que le « remodelage » reprendra une fois la crise économique terminée.

La formation du triangle Turquie-Syrie-Iran

Washington avait imaginé que le démantèlement de l'Irak serait contagieux. La guerre civile entre chiites et sunnites (la *Fitna*, selon l'expression arabe) aurait dû projeter l'Iran contre l'Arabie saoudite et diviser tout le monde arabo-musulman. La quasi-indépendance du Kurdistan irakien aurait dû sonner l'heure de la sécession kurde en Turquie, en Syrie et en Iran.

A contrario, la diminution de la pression états-unienne en Irak a scellé l'alliance des frères ennemis turcs, syriens et iraniens. Tous ont réalisé qu'ils devaient s'unir pour survivre et qu'unis, ils pouvaient exercer le leadership régional. En effet, à eux trois, ces Etats couvrent l'essentiel du champ politique régional. La Turquie, héritière de l'Empire ottoman, incarne le sunnisme politique. La Syrie, seul Etat baasiste depuis la destruction de l'Irak, incarne la laïcité. Enfin, l'Iran, depuis la révolution de Khomeini, incarne le chiisme politique.

En quelques mois, Ankara, Damas et Téhéran ont ouvert leurs frontières communes, diminué leurs droits de douane, et jeté les bases d'un marché commun. Cette ouverture a créé un appel d'air et une soudaine croissance économique. Du coup, elle rencontre un vrai soutien populaire, malgré le souvenir des querelles précédentes.

Cependant, chacun de ces Etats a son talon d'Achille par lequel non seulement les Etats-Unis et Israël, mais aussi certains de leurs voisins arabes, espèrent les blesser.

Le programme nucléaire iranien

Depuis plusieurs années, Tel-Aviv et Washington accusent l'Iran de violer ses obligations de signataire du Traité de non-prolifération et de poursuivre un programme nucléaire militaire secret. Du temps du Shah Reza Pahlevi, les mêmes capitales —plus Paris— avaient organisé un vaste programme pour doter l'Iran de la bombe atomique. Personne ne pensait à ce moment-là qu'un Iran nucléaire représenterait une menace stratégique, dans la mesure où ce pays n'a pas eu de comportement expansionniste au cours des derniers siècles. Une campagne de communication, fondée sur des informations volontairement falsifiées, a alors objecté que les actuels dirigeants iraniens seraient des fanatiques qui pourraient utiliser la bombe, s'ils en avaient une, de manière irrationnelle, donc dangereuse pour la paix mondiale.

Pourtant, les dirigeants iraniens affirment s'interdire de fabriquer, de stocker ou d'utiliser la bombe atomique, précisément pour des raisons idéologiques. Et ils sont crédibles sur ce point. Souvenons-nous de la guerre déclarée par l'Irak de Saddam Hussein contre l'Iran de Rouhollah Khomeini. Lorsque Bagdad lança des missiles sur les villes iraniennes, Téhéran lui répondit à l'identique. Les missiles en question étaient des projectiles non guidés, que l'on tirait dans une direction et à une certaine puissance, et qui tombaient à l'aveuglette. L'imam Khomeini intervint alors pour dénoncer l'usage de ces armes par son état-major. Selon lui, de bons musulmans ne pouvaient prendre le risque moral de tuer massivement des civils en ciblant des militaires. Il avait alors prohibé le tir de missiles sur des villes, ce qui déséquilibra les forces en présence, allongea la guerre, et ajouta des souffrances à son peuple. Aujourd'hui son successeur, le Guide suprême de la Révolution, Ali Khamenei, défend la même éthique à propos des armes nucléaires, et l'on ne voit pas très bien quelle faction de l'Etat pourrait passer outre son autorité et fabriquer secrètement une bombe atomique.

En réalité, l'Iran, depuis la fin de la guerre que lui livra l'Irak, a anticipé l'épuisement de ses réserves d'hydrocarbures. Il a voulu se doter d'une industrie nucléaire civile pour assurer son développement sur le long terme, et celui des autres Etats du tiers-monde. Pour ce faire, les Gardiens de la Révolution ont

constitué un corps spécial de fonctionnaires dédié à la recherche scientifique et technique, organisé selon le modèle soviétique au sein de villes secrètes. Ces chercheurs travaillent également à d'autres programmes, notamment ceux d'armement conventionnel. L'Iran a ouvert toutes ses installations de production nucléaire aux inspecteurs de l'Agence internationale de l'Energie atomique (AIEA), mais refuse de leur ouvrir les centres de recherche d'armement conventionnel. On se retrouve donc dans une situation déjà vue : les inspecteurs de l'AIEA confirment qu'aucun indice ne permet d'accuser l'Iran, tandis que la CIA et le Mossad affirment sans apporter d'indice que l'Iran cache des activités illicites au sein de son vaste secteur de recherche scientifique. Cela ressemble à s'y méprendre à la campagne d'intoxication de l'administration Bush qui accusait les inspecteurs de l'ONU de ne pas faire correctement leur travail et d'ignorer les programmes d'armes de destruction massive de Saddam Hussein.

Aucun pays au monde n'ayant fait l'objet d'autant d'inspection de l'AIEA, il n'est pas sérieux de continuer à accuser l'Iran, mais cela n'érode pas la mauvaise foi de Washington et de Tel-Aviv. L'invention de cette prétendue menace est indispensable au complexe militaro industriel qui met en œuvre depuis des années le programme israélien de « bouclier anti-missile » avec les fonds des contribuables états-uniens. Sans menace iranienne, plus de budget !

Téhéran a mené deux opérations pour s'extraire du piège qu'on lui a tendu. Il a d'abord organisé une conférence internationale pour un monde dénucléarisé, au cours de laquelle il a —enfin !— expliqué sa position à ses principaux partenaires (17 avril). De plus, il a accepté la médiation du Brésil, dont le président Lula da Silva ambitionne de devenir secrétaire général de l'ONU. M. Lula a demandé à son homologue états-unien quelle mesure serait susceptible de rétablir la confiance. Par écrit, Barack Obama lui a répondu que le compromis conclu en novembre 2009 et jamais ratifié ferait l'affaire. Le président Lula est venu à Moscou s'assurer que son homologue russe était sur la même ligne. Le président Dmitry Medvedev lui a confirmé publiquement que de son point de vue aussi, le compromis de novembre suffirait à résoudre la crise. Le lendemain, 18 mai, M. Lula a signé avec son homologue iranien, Mahmoud Ahmadinejad, un document correspondant en tous points aux exigences états-uniennes et russe. Mais la Maison-Blanche et le Kremlin ont soudain fait volte face et, revenant sur leur position, ont dénoncé des garanties insuffisantes. Il n'y a pourtant aucune différence significative entre le texte ratifié en mai 2010 et celui négocié en novembre 2009.

Le passif de la Turquie

La Turquie a hérité d'un grand nombre de problèmes avec ses minorités et ses voisins qui ont été entretenus par les Etats-Unis pour la maintenir durant des décennies dans une situation de dépendance et de vassalité. Le professeur Ahmet Davutoğlu, théoricien du néo-ottomanisme et nouveau ministre des Affaires étrangères, a élaboré une politique extérieure qui vise d'abord à dégager la Turquie des interminables conflits où elle s'est embourbée, puis à multiplier ses alliances au travers de quantité d'institutions inter-gouvernementales.

Le différent avec la Syrie a été le premier réglé. Damas a cessé de jouer avec les Kurdes et a renoncé à ses prétentions irrédentistes sur la province du Hatay. En échange, Ankara a cédé sur la question du partage des eaux fluviales, l'a aidé à sortir de l'isolement diplomatique et a même organisé des négociations indirectes avec Tel-Aviv qui occupe le Golan syrien. En définitive, le président Bachar el-Assad a été reçu en Turquie (2004) et le président Abdullah Gül en Syrie (2009). Un Conseil de coopération stratégique a été mis en place entre les deux pays. Concernant l'Irak, Ankara s'est opposé à l'invasion du pays par les Anglo-Saxons (2003). Il a fait interdiction aux Etats-Unis d'utiliser les bases de l'OTAN situées sur son territoire pour attaquer Bagdad, provoquant la colère de Washington et retardant la guerre. Lorsque les Anglo-Saxons passèrent formellement le pouvoir à des autochtones, Ankara favorisa le processus électoral et encouragea la minorité turkmène à y participer. Puis, la Turquie allégea le contrôle à la frontière et facilita le commerce bilatéral. Seule ombre persistante au tableau : si les relations avec le gouvernement national de Bagdad sont excellentes, celles avec le gouvernement régional kurde d'Erbil sont chaotiques. L'armée turque s'est même octroyée le droit de poursuite des séparatistes du PKK en territoire irakien —certes, avec l'aval et sous le contrôle du Pentagone—. Quoi qu'il en soit, un accord a été signé pour garantir l'exportation du pétrole irakien par le port turc de Ceyhan. Ankara a pris une série d'initiatives pour mettre fin au conflit séculaire avec les Arméniens. Utilisant la « diplomatie du football », il a admis le massacre de 1915 (mais pas sa qualification de « génocide »), est parvenu à établir des relations diplomatiques avec l'Iérevan, et cherche une solution au conflit du Haut-Karabagh. Cependant, l'Arménie a suspendu la ratification de l'accord bipartite de Zurich.

Le passif est également très lourd avec la Grèce et Chypre. Le partage de la mer Egée n'est toujours pas clair et l'armée turque occupe le Nord de la République de Chypre. Là encore, Ankara a proposé diverses mesures pour rétablir la confiance, notamment la réouverture mutuelle des ports et aéroports. Néanmoins, les relations sont encore loin de la normalisation et, pour le moment, Ankara ne semble pas vouloir lâcher l'auto-proclamée République turque de Chypre du Nord.

L'isolement diplomatique de la Syrie

Washington reproche à la Syrie de poursuivre la guerre contre Israël par intermédiaires interposés : les services iraniens, le Hezbollah libanais et le Hamas palestinien. Les Etats-Unis ont donc feint de considérer le président Bachar el-Assad comme commanditaire de l'assassinat de l'ancien Premier ministre libanais, Rafic Hariri, et ont mis en place un Tribunal pénal spécial en vu de le juger. Avec une habileté surprenante, M. Assad, que l'on présentait comme un « fils-à-papa » incompetent, a su se tirer d'affaire sans rien lâcher, ni tirer un coup de feu. Les témoignages de ses accusateurs se sont dégonflés et Saad Hariri, le fils du défunt, a cessé de réclamer qu'on l'enchaîne pour venir lui rendre d'amicales visites à Damas. Plus personne ne veut financer le Tribunal spécial et il est possible que l'ONU le démantèle avant qu'il ait eu à siéger, à moins qu'il ne soit utilisé pour charger le Hezbollah. Enfin, à Hillary Clinton qui lui enjoignait de rompre avec l'Iran et le Hezbollah, Bachard el-Assad a répondu en organisant un sommet impromptu avec Mahmoud Ahmadinejad et Hassan Nasrallah.

Et la Russie ?

L'affirmation du triangle Turquie-Syrie-Iran correspond au déclin de la puissance militaire d'Israël et des Etats-Unis. La nature ayant horreur du vide, l'espace vacant s'ouvre à d'autres puissances.

La Chine est devenue le principal partenaire commercial de l'Iran et s'appuie sur l'expertise des Gardiens de la Révolution pour écarter les embuches de la CIA en Afrique. En outre, elle apporte un soutien militaire aussi discret qu'efficace au Hezbollah (auquel elle a probablement livré des missiles sol-mer et des système de guidage résistant aux brouillages) et au Hamas (qui a ouvert une représentation à Pékin). Toutefois, elle se hasarde prudemment et lentement sur la scène proche-orientale et n'entend pas y jouer de rôle décisif.

Toutes les attentes se tournent donc vers Moscou, absent depuis la dislocation de l'Union soviétique. La Russie ambitionne de redevenir une puissance mondiale, mais hésite à s'engager avant d'avoir réglé ses problèmes dans l'ancien espace du Pacte de Varsovie. Surtout, les élites russes n'ont aucune politique à substituer au projet US de « remodelage » et bloquent sur le même problème que les Etats-Unis : le rapport de force régional ayant changé, il n'est plus possible de mener une politique d'équilibre entre Israéliens et arabes. Tout investissement dans la région implique, à plus ou moins long terme, une rupture avec le régime sioniste.

L'horloge moscovite s'est arrêtée en 1991, lors de la conférence de Madrid. Elle n'a pas assimilé que les accords d'Oslo (1993) et de Wadi Araba (1994) ont échoué à mettre en place la « solution à deux Etats ». Celle-ci est désormais irréalisable. La seule option pacifique possible est celle qui a été mise en œuvre en Afrique du Sud : abandon de l'apartheid et reconnaissance de la nationalité unique des juifs et des autochtones, instauration d'une vraie démocratie sur la base « un homme, une voix ». C'est déjà la position officielle de la Syrie et de l'Iran, ce sera à n'en pas douter bientôt celle de la Turquie.

La grande conférence diplomatique sur le Proche-Orient que le Kremlin souhaitait recevoir à Moscou en 2009, annoncée lors du sommet d'Annapolis et confirmée par des résolutions de l'ONU, n'a jamais eu lieu. Dans ce jeu, la Russie a passé son tour.

Les élites russes, qui continuent à jouir d'un grand prestige au Proche-Orient, ne fréquentent plus cette région et la rêvent plus qu'elles ne la comprennent. Dans les années 90, elles s'enthousiasmaient pour les théories romantiques de l'anthropologue Lev Goumilev et se trouvaient en phase avec la Turquie, seule autre nation à la fois européenne et asiatique. Puis, elles succombèrent au charisme du géopoliticien Alexandre Dugin, qui abhorrait le matérialisme occidental, pensait la Turquie contaminée par l'atlantisme, et s'extasiait devant l'ascétisme de la Révolution iranienne.

Cependant ces élans se sont brisés en Tchétchénie avant même de trouver un début de concrétisation. La Russie a affronté brutalement une forme d'extrémisme religieux, soutenue en sous-main par les Etats-Unis

et alimenté par les services secrets turcs et saoudiens. Du coup, toute alliance avec un Etat musulman semblait compromise et périlleuse. Et lorsque la paix est revenue à Grozny, la Russie n'a pas su, ou n'a pas voulu, assumer son héritage colonial. Comme l'a analysé Geïdar Dzhemal, le président du Comité islamique de Russie, elle ne pouvait prétendre être une nation eurasiatique en feignant que rien ne se soit passé et en se considérant toujours comme un Etat orthodoxe protégeant de turbulents petits frères musulmans. Elle devait —elle doit toujours— se redéfinir en pensant à égalité orthodoxes et musulmans.

Plutôt que de repousser à demain la solution du problème des minorités, et à après-demain l'engagement au Proche-Orient, la Russie pourrait au contraire s'appuyer sur des partenaires extérieurs musulmans, en qualité de tiers de confiance, pour nouer le dialogue intérieur. Ainsi, la Syrie de Bachar el-Assad présente un modèle d'Etat post-socialiste en voie de démocratisation, qui a su préserver ses institutions laïques et laissé s'épanouir les grandes religions, et les différents courants de ces religions, y compris l'islam wahhabite le plus intransigeant, en préservant la paix sociale.

L'attrait économique

Pour le moment, les élites russes ignorent les mises en garde de leur ancien chef d'état-major, le général Leonid Ivahov, sur la nécessité d'alliances asiatiques et proche-orientales face à l'impérialisme états-unien. Elles préfèrent penser avec le politologue Gleb Pavlovski que les antagonismes géopolitiques se dissoudront dans la globalisation économique. Aussi abordent-elles le Proche-Orient d'abord comme un marché.

Le président Dmitry Medvedev vient d'entreprendre une tournée qui l'a conduit à Damas et à Ankara. Il a levé des obligations de visa, et ouvert le marché commun en constitution (Turquie, Syrie, Iran, + Liban) aux entreprises russes. Il a favorisé la vente d'un impressionnant arsenal aux uns et aux autres. Surtout, il a négocié des chantiers décennaux de construction de centrales électriques nucléaires. Enfin, il a exploité l'évolution stratégique de la Turquie pour qu'elle prenne en considération les besoins russes de transit d'hydrocarbures. Un pipe-line russe terrestre permettra de relier la Mer noire à la Méditerranée. Et Ankara pourrait se laisser tenter par le projet de gazoduc South Stream.

Les limites de l'engagement russe

Hors du champ économique, Moscou peine à s'affirmer. Les bases navales soviétiques en Syrie ont été remises en état et ouvertes à la flotte russe de Méditerranée, qui n'en fait qu'un usage limité, d'autant que la marine en mer Noire va être réduite. Tout se passe comme si Moscou gagnait du temps et repoussait à plus tard le problème israélien.

C'est que toute condamnation du colonialisme juif pourrait raviver des problèmes intérieurs. D'abord parce que d'une manière caricaturale et peu flatteuse, l'apartheid israélien renvoie au traitement des Tchétchènes. Ensuite parce que la Russie agit sous le poids d'un complexe historique, celui de l'antisémitisme. Vladimir Poutine a plusieurs fois tenté de tourner la page avec des gestes symboliques comme la nomination d'un rabbin aux armées, mais la Russie n'est toujours pas à l'aise avec ce sujet.

Pourtant l'attentisme n'est plus de mise : les dès sont déjà jetés. Il faut en tirer les conséquences. Israël a joué un rôle déterminant dans l'armement et la formation des troupes géorgiennes qui ont attaqué et tué des ressortissants russes en Ossétie du Sud. En échange, le ministre géorgien de la Défense Davit Kezerashvili, double national israélo-géorgien, avait loué deux bases militaires aériennes à Tsalal. De la sorte, les bombardiers israéliens se seraient approchés de l'Iran et aurait pu le frapper. Moscou a stoïquement encaissé le coup, sans prendre de mesures de rétorsion à l'égard de Tel-Aviv.

Cette absence de réaction étonne au Proche-Orient. Certes, Tel-Aviv dispose de nombreux relais dans les élites russes et n'a pas hésité à s'y créer des réseaux en offrant à des gens influents des facilités matérielles en Israël. Mais Moscou dispose de bien plus de relais en Israël avec un million d'ex-Soviétiques émigrés. Il pourrait mettre en lice une personnalité capable de jouer en Palestine occupée le rôle de Frederik de Klerk en Afrique du Sud : liquider l'apartheid et instaurer la démocratie au sein d'un Etat unique. Dans cette perspective, Dmitry Medvedev anticipe un exode d'Israéliens qui n'accepteraient pas la nouvelle donne. Il a donc bloqué la fusion annoncée du *krai* de Khabarovsk et de l'*oblast* autonome juif du Birobidjan. Le président, issu d'une famille juive convertie à l'orthodoxie, envisage de réactiver cette unité administrative fondée par Staline en 1934 comme alternative à la création de l'Etat d'Israël. Ce qui fut, au sein de l'Union

soviétique, une république juive pourrait accueillir des réfugiés. Ils seraient d'autant plus les bienvenus que la démographie russe est en chute libre.

En définitive, ce sont les atermoiements à propos du nucléaire iranien qui surprennent le plus. Il est vrai que les marchands iraniens n'ont cessé de contester les factures de la construction de la centrale de Busher. Il est également vrai que les Persans sont devenus susceptibles à force de subir les ingérences anglo-saxonnes dans leurs vies. Mais le Kremlin n'a cessé de souffler le chaud et le froid. Dmitry Medvedev discute avec les Occidentaux et les assure du soutien russe pour voter des sanctions au Conseil de sécurité. Tandis que Vladimir Poutine assure aux Iraniens que la Russie ne les laissera pas sans défense s'ils jouent le jeu de la transparence. Sur place, les responsables se demandent si les deux dirigeants se sont répartis les rôles selon les interlocuteurs et font ainsi monter les enchères. Ou si la Russie est paralysée par un conflit au sommet. C'est en réalité, semble-t-il, ce qui se passe : le tandem Medvedev-Poutine s'est lentement dégradé et la relation entre les deux hommes a tourné brutalement à la guerre fratricide.

La diplomatie russe a laissé entendre aux Etats non alignés qu'une quatrième résolution du Conseil de sécurité condamnant l'Iran serait préférable à des sanctions unilatérales des Etats-Unis et de l'Union européenne. C'est faux : Washington et Bruxelles ne manqueront pas de s'appuyer sur la résolution de l'ONU pour justifier des sanctions unilatérales supplémentaires.

Le président Medvedev a déclaré, lors de sa conférence de presse conjointe avec son homologue brésilien le 14 mai, qu'il avait arrêté une position commune par téléphone avec le président Obama : dans le cas où l'Iran accepterait la proposition qui lui a été faite [en novembre 2009] d'enrichissement de son uranium à l'étranger, il n'y aurait plus de raison d'envisager des sanctions au Conseil de sécurité. Or, lorsque —contre toute attente— l'Iran a signé le Protocole de Téhéran avec le Brésil et la Turquie, Washington a fait volte face et Moscou lui a emboité le pas au mépris de la parole donnée.

Certes le représentant permanent de la Russie au Conseil de sécurité, Vitaly Churkin, a largement vidé de sa substance la résolution 1929 en écartant un embargo énergétique total, mais il l'a votée. A défaut d'être efficace, celle-ci est infamante, à la fois pour l'Iran, le Brésil, la Turquie et pour tous les Etats non-alignés qui soutiennent la démarche de Téhéran. Cette résolution a été d'autant plus mal perçue qu'elle contrevient aux termes du Traité de non-prolifération. Celui-ci garantit à chaque signataire le droit d'enrichir de l'uranium, tandis que la résolution onusienne l'interdit à l'Iran. Jusqu'à présent, la Russie apparaissait comme le gardien du droit international, ce n'est pas ici le cas. A tort ou à raison, les non-alignés en général et l'Iran en particulier ont interprété le vote russe comme la volonté d'une grande puissance d'empêcher les puissances émergentes d'atteindre l'indépendance énergétique nécessaire à leur développement économique. Il sera difficile de faire oublier ce faux pas.